

## Au Burundi, la colère de paysans dépourvus de l'engrais qu'ils ont payé d'avance

RFI, 16/01/2023 Les propriétaires de l'usine qui détient le monopole de la fabrication des fertilisants agricoles tentent de calmer les esprits. Au Burundi, le gouvernement a interdit depuis 2019 toute importation d'engrais chimiques dans le pays et a octroyé le monopole de sa fabrication à une société, la Fertilisants organo-minéraux Industries (FOMI), qui appartient officiellement à un riche homme d'affaires membre éminent du parti au pouvoir.

Mais les problèmes se sont multipliés. L'usine n'est pas parvenue à satisfaire la demande, alors que les paysans avaient payé d'avance. Un véritable drame dans ce pays où plus de 80% de la population vit d'une agriculture de subsistance. Les paysans burundais ne cessent de se lamenter depuis l'octroi du monopole de la production d'engrais chimiques à la FOMI, une société de droit privé. La raison ? Les autorités obligent pratiquement ces agriculteurs à payer en partie ou en totalité l'engrais avant qu'il ne leur soit fourni. Un contrat qui n'est pas toujours respecté. Gérard, un paysan du centre du Burundi, ne cache pas sa colère. « Ici à Gishubi, les paysans ont payé leur engrais de la saison agricole en septembre, mais une bonne partie n'a pas encore reçu ces intrants agricoles aujourd'hui. Et nous sommes en colère parce qu'on n'a pas encore reçu l'engrais déjà payé. Et maintenant, ils exigent de nous que l'on paye une avance pour l'engrais de la saison B alors qu'on n'a pas encore reçu celui de septembre. » Il en est de même dans pratiquement toutes provinces du pays. Vendredi, la FOMI qui a le monopole de production de l'engrais a tenté de rassurer les agriculteurs et les pouvoirs publics en assurant que cette fois, ses produits seront disponibles à partir de lundi et en quantité suffisante. Sans trop convaincre, car le problème est plutôt « structurel » estime Gabriel Rufyiri, président de l'Olucome, une organisation de lutte contre la corruption, qui fustige le monopole accordé au propriétaire de l'usine FOMI : « Tout le marché a été donné à une seule société au moment où elle n'est pas capable de toute la population. Il faut que le gouvernement change de stratégie parce que enrichir un seul individu au détriment de millions de personnes est inacceptable. » Conséquence, il y a deux ans, le pays avait perdu une partie de sa production à cause des engrais mal dosés. Cette fois, le Burundi a perdu 40% de la production agricole attendue pour la saison agricole B à cause du manque d'engrais, a reconnu dernièrement le président burundais, Evariste Ndayishimiye. Ni les autorités publiques concernées, ni les responsables de cette usine ne pouvaient être jointes jusqu'hier soir.